

Le PNUD appelle à redoubler d'efforts pour mettre fin à la violence liée au genre.

New York, le 25 novembre 2013 - Chaque année, au moins deux millions de femmes et de filles sont victimes de la traite des personnes à des fins de prostitution, d'esclavage et de servitude. Jusqu'à 60 pour cent des femmes subissent une forme ou une autre de violence physique ou sexuelle au cours de leur vie.

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) appelle à redoubler d'efforts pour mettre fin à la violence contre les femmes.

La violence sexiste nuit aux femmes, à leur famille et à leur pays, et renforce les inégalités entre les hommes et les femmes à travers le monde. Le viol conjugal n'est toujours pas considéré comme une infraction pénale dans plus de 35 pays. Plus de 603 millions de femmes vivent dans des pays où la violence domestique n'est pas considérée comme un crime.

« Ce n'est pas acceptable : de meilleures lois doivent être élaborées et mises en application », a déclaré Helen Clark, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement. Elle a appelé les autorités policières et judiciaires à collaborer avec les gouvernements, la société civile et les partenaires internationaux pour s'attaquer aux causes profondes de la violence sexiste, soutenir les victimes, et traduire les coupables en justice.

Les discriminations liées au genre demeurent le principal moteur des inégalités dans le monde. C'est ce qu'indique le dernier Rapport régional sur le développement humain (RDH) du PNUD, La sécurité des citoyens à visage humain : des preuves et des propositions pour l'Amérique latine (disponible en anglais). Il explique que la violence sexiste contribue à l'insécurité en Amérique latine et constitue une menace persistante entravant le développement humain, la santé publique et les droits humains.

Selon le rapport, presque tous les pays évalués dans la région ont enregistré une augmentation de la violence domestique, du viol et de l'homicide des femmes. Parmi les détenus coupables d'infractions sexuelles et qui ont été interrogés par le PNUD, entre 75 et 90 pour cent ont

indiqué qu'ils connaissaient leur victime avant le crime, et entre 20 et 40 pour cent, qu'ils étaient des membres de la même famille.

Tandis que s'accumulent les preuves mettant en relation violence liée sexiste et pauvreté, un appel mondial est lancé pour inclure hommes dans ce combat. Une récente étude réalisée par l'ONU dans la région Asie-Pacifique a révélé que près de la moitié des 10 000 hommes interrogés déclaraient recourir à la violence physique et/ou sexuelle à l'encontre d'une partenaire.

Bien que ses conclusions confirment à quel point le problème demeure répandu, cette étude indique également qu'il est possible de remédier aux facteurs associés à l'usage de la violence par les hommes à l'encontre des femmes. L'étude recommande que les initiatives de développement s'attaquent aux normes sociales liées à l'acceptabilité de la violence et aux stéréotypes dominants liés au genre, et préconise une focalisation sur la fin de l'impunité pour les auteurs de ces violences.

Ce même message est énoncé dans le rapport Un million de voix : le monde que nous voulons, qui synthétise les résultats d'une consultation mondiale qui porte sur le futur programme de développement mondial. Ce rapport précise que le cadre actuel des objectifs du Millénaire pour le développement, qui arrive à échéance en 2015, passe sous silence la violence contre les femmes et les filles, bien que l'un de ses huit objectifs vise explicitement le genre.

Tout futur programme de développement, indique le rapport, doit se concentrer fortement sur les inégalités liées au genre, ainsi que sur la violence liée au genre, sans quoi le monde ne sera ni en mesure de s'attaquer aux causes des conflits et de la violence, ni en mesure de garantir un développement accéléré et durable.

Le PNUD travaille avec les pays à travers le monde sur des initiatives visant à prévenir et à répondre à la violence liée au genre, y compris dans les pays en crise où le viol et les agressions sexuelles sont utilisés comme armes de guerre. Il réaffirme son engagement à mettre fin à la violence liée au genre et appelle à redoubler d'efforts pour lutter contre les modèles spécifiques de la violence dans des contextes de développement et de crise, en collaboration avec les organisations de femmes, ainsi que les hommes et les garçons.

Guinée [Le gouvernement dénonce la journée «ville morte» prévue par l'opposition](#)

Après la décision de l'opposition de faire de lundi prochain une journée « ville morte ... [Voir Plus »](#)